

❖ Corne de l'Afrique – Érythrée

Par le SE d'Addis Abeba



Structure de l'économie érythréenne

Le pays connaît un isolationnisme politique et économique prononcé. L'économie érythréenne est très peu développée et majoritairement portée par le secteur des services, qui s'appuie principalement sur le commerce intérieur. La contribution du secteur industriel à l'économie est quant à elle fortement dépendante des industries extractives tandis que l'agriculture qui emploie la majeure partie de la population apporte une contribution marginale au PIB. L'absence d'un environnement propice aux investissements ainsi que la situation politique locale et régionale restent une entrave au développement et à la diversification économique du pays.

L'économie est très peu développée, en raison d'un isolement politique et économique

En 2023, le PIB de l'Érythrée s'élevait à 2,7 Md USD¹², la plaçant au 12^e rang des économies d'AEIOI et parmi les plus faibles du continent, autour de la 48^e place sur 54 pays. Le développement économique est largement freiné par la fermeture du pays sur les plans politique et économique. Avec une population estimée à 3,7 millions d'habitants, le PIB par tête (712,3 USD) est le plus faible d'Afrique subsaharienne. En 2022, le pays était classé 175^{ème} sur 189 pays en termes d'Indice de Développement Humain, une performance qui se dégrade depuis 2018.

L'économie est très dépendante de l'industrie extractive, alors que l'agriculture pâtit de sa faible productivité. L'industrie (32 % du PIB d'après la Banque africaine de développement – BAFD) est principalement portée par les industries extractives, en particulier celles de l'or, du cuivre, de la potasse, du nickel, du fer et du granite. Le secteur minier est le principal bénéficiaire des investissements directs étrangers provenant notamment de Chine et d'Australie, malgré un climat des affaires très dégradé et complexe (classé à la 189^{ème} place sur 190, juste avant la Somalie, au classement Doing Business de la Banque mondiale en 2020). Le secteur manufacturier, quant à lui, ne contribue que faiblement à l'économie (9,8 % du PIB). Les services (52,5 % du PIB) reposent en majeure partie sur le marché intérieur. Les services financiers sont très limités, comme l'évolution et l'adaptation aux nouvelles technologies. L'agriculture est un pilier socioéconomique de l'Érythrée (62 % des emplois en 2023), mais sa contribution au PIB reste limitée (17,6 % du PIB). La forte dépendance à la pluviométrie, la fertilité limitée des sols et l'accès limité aux intrants et aux technologies contraignent, par ailleurs, la productivité du secteur. En outre, l'inclusion financière est très faible, conséquence de l'absence d'infrastructure télécom notamment.

Le secteur public a la mainmise sur l'économie, limitant le développement du secteur privé. L'économie est dépendante d'investissement étatiques. Le secteur financier n'est composé que de trois banques, toutes détenues par l'État. La contribution du secteur privé à la croissance reste très limitée, celui-ci serait pour la plupart composé de petites et moyennes entreprises.

Les transferts de fonds de la diaspora sont une ressource importante pour l'économie du pays. La loi sur la taxe de redressement et de réhabilitation adoptée en 1995, oblige les membres de la diaspora à contribuer à hauteur de 2 % de leur revenu net à la « reconstruction » de l'Érythrée. Les données concernant les transferts de fonds de la diaspora ne sont cependant pas disponibles.

Les efforts de diversification sont limités

La diversification économique est limitée, l'économie étant dominée par le poids du secteur minier qui est le principal générateur de devises étrangères pour le pays. Cependant, des potentiels existent, mais restent dépendants d'hypothétiques ouvertures politique et économique. Le pays pourrait notamment tirer parti du tourisme, grâce à la diversité de ses paysages, ainsi que de ses activités portuaires, qui pourraient à terme desservir les pays voisins. En ce sens, le gouvernement érythréen a adopté, en 2020, *Vision 2030* qui identifie l'agriculture, la pêche et l'aquaculture, le tourisme et les mines en tant que secteurs prioritaires.

¹² Ce chiffre est à prendre avec précaution, le FMI ne publiant plus de données sur l'Érythrée depuis 2020

Corne de l'Afrique – Ethiopie

Par le SE d'Addis-Abeba



Structure de l'économie éthiopienne

L'économie éthiopienne, la plus importante de l'AEOI et la 3^e d'Afrique subsaharienne, repose principalement sur les services (40 % du PIB en 2023), portés par le commerce, les transports (notamment Ethiopian Airlines), les télécommunications et l'hôtellerie. L'agriculture reste essentielle (32 % du PIB), tandis que l'industrie (28 % du PIB) est freinée par des contraintes structurelles comme le manque d'accès aux devises et des coûts logistiques élevés. Malgré une forte croissance soutenue par les investissements publics et par une forte croissance démographique, la diversification économique reste limitée, avec des inégalités multidimensionnelles pesant sur son développement.

L'Éthiopie est un poids lourd économique africain, porté par une démographie en forte croissance

L'Éthiopie est la 1^{ère} économique d'AEOI et la 3^{ème} en Afrique subsaharienne, après l'Afrique du Sud et le Nigéria (5^{ème} à l'échelle du continent africain). Le PIB éthiopien s'élevait à 155,8 Md USD en 2023, alimenté par une forte démographie : 107,4 millions d'habitants en 2024 selon le FMI (chiffre sûrement sous-estimé), faisant du pays le 2^{ème} plus peuplé du continent. Toutefois, en termes de PIB/habitant, l'Éthiopie ne se classe qu'au 16^{ème} rang des pays d'Afrique subsaharienne (3110 USD en 2023, en parité de pouvoir d'achat), illustrant les progrès sociaux à accomplir. Le pays était classé seulement à la 176^{ème} place mondiale à l'Indice de développement humain en 2022.

Les services (40 % du PIB en 2023) **sont les principaux contributeurs à l'économie éthiopienne, suivis de près par l'agriculture** (32 %) **et l'industrie** (28 %). La forte croissance économique connue par le pays depuis 2000 a été portée par l'investissement public dans les infrastructures. Le secteur des services est principalement tiré par le commerce de gros et de détail et le secteur des transports, notamment le secteur aérien via la compagnie nationale *Ethiopian Airlines*. Le secteur est également soutenu par les télécommunications dynamisées par l'ouverture du secteur à la concurrence, et l'hôtellerie. L'industrie est dominée par la construction, stimulée par les grands projets gouvernementaux (routes, barrages, logements). Le développement de l'industrie manufacturière (textile, production agroalimentaire), moteur de la croissance dans les années 2015-2018, a été affecté par la difficulté à sourcer les intrants en raison d'une pénurie de devises et la restriction, toujours en vigueur, d'accès au marché étatsunien. L'agriculture reste le pilier socioéconomique de l'Éthiopie, représentant 65 % de l'emploi en 2023 et près de 83 % des exportations (café, fleurs, bétail). Le pays peine toutefois à satisfaire les besoins alimentaires de la population et le secteur agricole demeure très vulnérable aux conséquences du changement climatique et aux variations des cours des intrants et des matières premières.

Les transferts de fonds de la diaspora éthiopienne représentent une source importante de devises étrangères. Ils ont atteint 5,9 Md USD pour l'année fiscale (FY) 2023/24 selon le FMI, soit 3,8% du PIB. Une augmentation de ces transferts pourrait se matérialiser suite à la flexibilisation du régime de change en juillet 2024, marquant la fin de la surévaluation du birr.

Les difficultés structurelles freinent la diversification de l'économie

Les volontés de réforme de l'économie ont été renforcées depuis 2018. Les réformes contenues dans le *HomeGrown Economic Reform* (1.0 et 2.0) visent à passer à un modèle de développement économique porté par le secteur privé¹³. Le ministère de la Planification et du Développement a également fixé des objectifs

¹³ Les quatre piliers de ce programme de réformes (2.0) étant : i) atteindre la stabilité macroéconomique ; ii) créer un environnement favorable aux investissements et au commerce ; iii) augmenter la productivité de secteurs clés ; iv) construire une fonction publique compétente et efficace.

ambitieux en matière de croissance économique dans son Plan de développement et d'investissement à moyen terme (2023/24 - 2025/26) (cf. graphique 2).

Le gouvernement entend développer l'industrie manufacturière – notamment pour réduire sa dépendance aux importations – par le déploiement de parcs industriels. Mais le taux de croissance du sous-secteur manufacturier a considérablement ralenti depuis 2018, contraint par les pénuries de devises et la suspension début 2022 de l'Éthiopie de l'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) qui lui garantissait un accès préférentiel au marché étatsunien, les coûts de logistique, les obstacles réglementaires et les contraintes sécuritaires. Seulement 5 % des entreprises du secteur participeraient aux exportations, tandis que la diversification des produits fabriqués reste faible.

La diversification de l'économie éthiopienne reste limitée, comme illustrée par [l'indice de complexité économique](#). Le pays se classait 105^{ème} sur 130 pays en 2020, bien qu'en légère hausse par rapport à 2010 (+7 places).

L'Éthiopie est particulièrement vulnérable aux chocs externes. Les exportations du pays sont essentiellement constituées de produits agricoles (83 %), notamment le café ou les fleurs. Par ailleurs, l'économie reste très vulnérable à la volatilité des prix des matières premières et aux conditions climatiques, tandis que sa forte dépendance aux importations (produits pétroliers, engrais, biens manufacturés) pèse sur sa balance commerciale. De plus, l'Éthiopie dépend fortement des infrastructures portuaires de Djibouti pour accéder aux marchés internationaux, accentuant sa vulnérabilité aux aléas extérieurs.

L'économie informelle (dont la contribution au PIB est estimée à environ 30% par la Banque Mondiale) **reste notable**, bien qu'inférieur à ce qu'il représente dans les autres pays de la région. Néanmoins, le pourcentage de l'emploi informel est très important (85,2 % des emplois en 2021), en particulier dans le secteur agricole (94,6 % des emplois), en raison de la petite taille des exploitations et de la prévalence de l'emploi familial.

Le dynamisme de l'économie éthiopienne n'a pas eu les impacts sociaux espérés dans l'ensemble du pays. Malgré d'importants progrès en matière de réduction de la mortalité ou l'allongement de l'espérance de vie, le taux de pauvreté (<2,15 USD/jour) a augmenté lors de la dernière décennie (34,6 % en 2023, contre 27 % en 2015). Les régions les plus rurales étant les plus affectées (Afar, Somali notamment).